



PREFECTURE DE L'AIN  
DIRECTION DES RELATIONS AVEC  
LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME

AFFAIRE SUIVIE PAR : Mme Fabienne DE SOUSA

POSTE TEL. 04.74.32.78.86

Ref:CAPTAGE/DUP/OussiatPontd'Ain

Bourg-en-Bresse, le

4 JUIN 2012

Le préfet de l'Ain

à

REÇU LE  
5 JUIN 2012

Monsieur le président du syndicat  
intercommunal de distribution d'eau Ain-Veyle-  
Revermont  
66, rue du 1er septembre 1944

01160 PONT D'AIN

**OBJET :** Protection des puits d'Oussiat " situés sur le territoire de la commune de Pont d'Ain avec extension des périmètres de protection de ces puits sur le territoire des communes de Neuville-sur-Ain, Saint Jean le Vieux et Jujurieux.  
Déclaration d'utilité publique.

**P. J. :** Un dossier.

Je vous adresse, sous ce pli, accompagnées d'un dossier, deux copies de mon arrêté en date de ce jour, portant déclaration d'utilité publique du projet cité en objet.

Je vous serais obligé de bien vouloir notifier cet arrêté aux propriétaires intéressés par l'établissement des périmètres de protection de ces puits.

Le préfet,  
Par délégation du Préfet  
Le chef de bureau

Marielle ABEL





PREFET DE L'AIN

PREFECTURE DE L'AIN  
DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES  
BUREAU DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME  
Réf. OussiatPontd'Ain- N° 12.022

**Arrêté**

autorisant, au profit du syndicat intercommunal de distribution d'eau Ain-Veyre-Revermont, la protection des puits d'Oussiat " situés sur le territoire de la commune de Pont d'Ain avec extension des périmètres de protection de ces puits sur le territoire des communes de Neuville-sur-Ain, Saint Jean le Vieux et Jujurieux.  
Déclaration d'utilité publique.

Le Préfet de l'AIN

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 portant sanction des infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues au titre de l'article L 214-1 du code de l'environnement et modifié par le décret n°2006-880 du 17 juillet 2006;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration modifié par le décret n°2006-881 du 17 juillet 2006 ;

Vu le décret n° 2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;

Vu les délibérations des 24 septembre 2007 et 14 juin 2010 par lesquelles le comité syndical a :

- demandé l'ouverture d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique en vue d'assurer la protection des puits d'Oussiat sur le territoire de la commune de Pont d'Ain avec extension des périmètres de protection de ces puits sur le territoire des communes de Neuville-sur-Ain, Saint Jean le Vieux et Jujurieux ;

- pris l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

Vu les pièces des dossiers établis à l'appui de cette délibération ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 novembre 1987 déclarant d'utilité publique au profit du syndicat intercommunal de distribution d'eau Ain-Veyre-Revermont la modification des conditions de captage de la nappe alluviale de l'Ain et des périmètres de protection sur le territoire de la commune de Pont d'Ain ;

.../...

Vu l'arrêté préfectoral en date du 26 janvier 2012 ordonnant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique pendant une période de 19 jours consécutifs, du 13 février 2012 au 2 mars 2012 inclus ;

Vu les résultats de l'enquête publique précitée et l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 19 mars 2012 ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) en date du 10 mai 2012 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

- A R R E T E -

Article 1er : Est déclaré d'utilité publique le projet présenté par le syndicat Intercommunal de distribution d'eau Ain-Veyle-Revermont pour la protection des puits d'Oussiat P1, P2 et P3 implantés sur le territoire de la commune de Pont d'Ain, sur la parcelle n°65 section A1 avec extension des périmètres de protection de ces puits sur le territoire des communes de Neuville-sur-Ain, Saint Jean le Vieux et Jujurieux.

Article 2 : Le syndicat Intercommunal de distribution d'eau Ain-Veyle-Revermont est autorisé :

- à utiliser en vue de la consommation humaine l'eau des puits d'Oussiat prélevée au débit de pompage maximal de 750 m3 par heure,

- à instaurer des périmètres de protection pour ces captages, sous réserve :

- . de la mise en œuvre des servitudes mentionnées à l'article 9 du présent arrêté.
- . de la réalisation des travaux préconisés à l'article 7 ci-après.

Article 3 : Le traitement de désinfection de l'eau des puits avant distribution sera assuré. Les eaux distribuées doivent répondre aux critères de qualité fixés par le code de la santé publique.

Article 4 : Le présent arrêté vaut autorisation au titre des articles L. 215-13 du code de l'environnement.

Article 5 : Un cahier d'exploitation des ouvrages destinés à l'alimentation en eau doit être établi par l'exploitant et mis à la disposition de l'autorité sanitaire. Sur ce cahier sont consignées les dispositions prises au niveau des ouvrages de captages, de stockage ou de traitement ainsi que les principaux événements susceptibles d'être à l'origine des pollutions de la ressource en eau.

Article 6 : Un robinet de prise d'échantillon d'eau brute est installé sur la conduite de refoulement de chaque puits en amont du point d'injection du chlore.

Un robinet de prise d'échantillon d'eau traitée est installé sur la conduite de départ de la station de reprise.

Ces robinets sont installés de façon à permettre :

- le remplissage des flacons,
- le flambage du robinet,
- l'identification de la nature et de la provenance de l'eau qui s'écoule.

Article 7 : Les travaux de construction des ouvrages doivent être réalisés dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté conformément aux dispositions du projet d'aménagement établi par le cabinet Merlin qui figure dans le dossier de demande d'autorisation. Il en sera de même pour les travaux suivants :

#### 1. Puits et station de reprise

**Étanchéité des captages** : Vu la très grande perméabilité du sous-sol, l'étanchéité des ouvrages devra être d'une efficacité totale dans le proche environnement des puits définitifs. Un anneau parfaitement étanche de 2 à 3 mètres de large sera mis en place autour de chaque ouvrage.

**Mise hors d'eau des têtes de captage** : Vu le caractère inondable du site, les ouvrages devront être surélevés afin que les têtes de forages soient maintenues, dans tous les cas, largement hors d'eau, à la cote 246,20 NGF.



**Condamnation des points d'accès à la nappe :** Les piézomètres et les anciens forages d'essai présents à proximité du site seront impérativement fermés avec des capots soudés étanches.

**Protection des installations :** Vu la situation isolée des installations, leur sécurité devra être renforcée. Les têtes des forages seront verrouillées et munies d'un contact de détection d'effraction avec téléalarme. Les têtes de forages seront elles-mêmes protégées à l'intérieur d'un local béton clos dont la trappe d'accès, située sur la dalle supérieure au-dessus du niveau d'inondation, sera munie d'un contact de détection d'ouverture avec téléalarme. Il en sera de même pour les accès à la station de reprise et aux cuves de stockage.

Les autres ouvertures (fenêtre, ventilation...) seront munies de grilles de défense scellées dans la maçonnerie.

Aucune ouverture communiquant avec l'extérieur ne sera pratiquée dans la couverture des cuves au-dessus de l'eau stockée.

## **2. périmètre immédiat**

La zone de protection immédiate sera constituée d'un rectangle de 300 m par 100 m axé Est Ouest aligné sur les trois forages. L'accès de la zone sera strictement interdit au public. Pour cela, elle sera entourée d'une clôture solide et infranchissable avec portail verrouillé.

**Article 8 :** La station de pompage et de traitement doit être équipée d'un dispositif de mesure des volumes journaliers prélevés.

**Article 9 :** Il doit être établi autour des puits, trois périmètres de protection dont les limites figurent sur les plans parcellaires figuratifs et qui resteront annexés au présent arrêté.

La réglementation particulière concernant chacun de ces périmètres de protection est définie comme suit :

### **1) Zone de protection immédiate :**

**Toutes activités sont interdites à l'exception des activités de service liées à l'exploitation de la ressource en eau**

Cette zone, strictement interdite au public, doit être entourée de clôtures solides et infranchissables.

Elle doit être classée en zone N de protection stricte du plan local d'urbanisme de la commune de Pont d'Ain.

L'usage de tout produit fertilisant, désherbant ou phytosanitaire pour l'entretien du périmètre est interdit.

### **2) Zone de protection rapprochée :**

**Dans cette zone sont interdits les activités, installations et dépôts susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine et en particulier :**

- les puits d'infiltration, l'exploitation de carrières, l'ouverture et le remblaiement des excavations à ciel ouvert,
- le fonçage de nouveau puits,
- le rejet dans le sol des huiles et lubrifiants,
- les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques et, de façon générale, tous dépôts de matières usées ou dangereuses susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- les rejets, déversements et épandages des matières de vidange, des eaux usées, des boues de station d'épuration,
- l'installation d'ouvrages de traitement des eaux usées individuels ou collectifs,
- l'installation d'ouvrages d'évacuation d'eaux usées brutes ou après traitement,
- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts (enterrés ou superficiels) d'hydrocarbures liquides ou de produits chimiques,
- la construction de porcheries, étables, bergeries ou de tout autre local habité par des animaux,

- la mise en place d'abreuvoirs ou de mangeoires à moins de 50 mètres du périmètre de protection immédiate,
- les dépôts de fumier, les fosses à purin, les dépôts de matières fermentescibles (ensilage, refus de distillation...),
- les terrains de camping et le stationnement de caravanes,
- les cimetières,
- les constructions à usage d'habitation,
- les constructions à usage commercial, artisanal ou industriel,
- l'épandage de tout produit chimique de type désherbant pour l'entretien des voies de circulation.

Les pratiques culturales et forestières doivent limiter la pollution agricole des eaux souterraines : choix des dates des épandages agricoles, doses limitées aux seuls besoins des plantes conformément au code des bonnes pratiques agricoles.

Les produits phytosanitaires utilisés et leurs modalités d'utilisation doivent préserver la qualité des eaux.

La zone de protection rapprochée doit être classée en zone N de protection stricte des plans locaux d'urbanisme des communes de Pont d'Ain, de Neuville-sur-Ain, de Saint Jean le Vieux et de Jujurieux.

Pour tout aménagement risquant de nuire à la qualité des eaux superficielles ou souterraines doit être produite une étude hydrogéologique montrant un impact nul sur la qualité des eaux captées.

#### **Dispositions particulières relatives à la partie sud de la zone de protection rapprochée :**

La partie du périmètre de protection rapproché située au sud du canal et des terrains de boules de Pont d'Ain, constituée pour la plus grande partie de la parcelle AI n° 65 appartenant au syndicat intercommunal de distribution d'eau Ain-Veyle-Revermont, devra être interdite aux véhicules à moteur, à l'exception des activités de service liées à l'exploitation de la ressource en eau.

Les dispositifs d'assainissement autonome existants dans cette zone devront, le cas échéant, être mis en conformité avec la réglementation sanitaire en vigueur.

#### **3) Zone de protection éloignée :**

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, toutes précautions doivent être prises au niveau des aménagements pour éviter une pollution de la ressource en eau, et en particulier :

- tout aménagement risquant de nuire à la qualité des eaux superficielles ou souterraines doit faire l'objet d'une étude hydrogéologique précise et détaillée montrant un impact nul sur la qualité des eaux,

- lorsqu'il ne peut être évité, le stockage d'hydrocarbures doit faire l'objet de précautions particulières : réalisation de cuvette de rétention s'il s'agit d'un réservoir non enterré, s'il est enterré, le réservoir doit être à sécurité renforcée (en fosse étanche ou à double paroi).

L'exigence de compatibilité entre les projets d'aménagement des zones Uba (camp de Thol) et UL (installations de loisir) mentionnée par le règlement du P.L.U. de Neuville-sur-Ain devra être maintenue dans le temps.

#### **Dispositions particulières relatives à l'aménagement de l'ancien camp de Thol :**

Lorsqu'il ne pourra être évité, tout stockage de substances susceptibles de polluer la nappe phréatique devra être placé sur une cuvette de rétention étanche à l'intérieur d'un local clos et couvert (exemple : colle, solvants, vernis etc...)

Toute infiltration directe dans le sol d'eau pluviale susceptible d'être polluée devra être évitée :

En cas de stockage de matériaux à l'extérieur, ces matériaux devront être placés sur une aire étanche et couverte (exemple : bois traités)

En cas de collecte des eaux de ruissellement provenant des voies de circulation ou des aires de stationnement de véhicules, les eaux collectées devront être :

- soit évacuées dans le milieu hydraulique superficiel en dehors des zones de protection des captages,
- soit rejetées dans un puits absorbant après traitement dans un appareil débourbeur-déshuileur calculé en fonction du débit de pointe à évacuer. Ce débourbeur-déshuileur devra être équipé d'un obturateur automatique avec alarme.

Toute construction occasionnant un rejet d'eaux usées devra être raccordée au réseau d'égouts communal doté d'une station d'épuration.

Lorsque le transit d'une conduite d'égout à l'intérieur de la zone ne pourra être évité, son étanchéité devra être renforcée. L'étanchéité des conduites et des branchements devra être vérifiée avant leur mise en service et périodiquement tous les 5 ans.

Le changement d'affectation d'un bâtiment existant ne pourra être admis que s'il n'entraîne pas une aggravation des risques de pollution de la nappe captée.

Article 10 : Dès la mise en service des puits d'Oussiat, les puits de Pont d'Ain N° 1 et N° 3 exploités actuellement seront abandonnés pour la production d'eau potable et déconnectés du réseau d'alimentation en eau potable du syndicat intercommunal de distribution d'eau Ain-Veyle-Revermont. L'arrêté préfectoral du 26 novembre 1987 relatif à la déclaration d'utilité publique de ces puits sera abrogé.

Article 11 : Conformément à l'engagement pris par le comité syndical dans sa délibération en date du 14 juin 2010, le syndicat intercommunal de distribution d'eau Ain-Veyle-Revermont doit indemniser les usagers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 12 : Le syndicat intercommunal de distribution d'eau Ain-Veyle-Revermont est autorisé à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Article 13 : L'expropriation devra être accomplie dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication de l'arrêté.

Article 14 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

Article 15 : Le présent arrêté sera, par les soins du président du syndicat intercommunal de distribution d'eau Ain-Veyle-Revermont, d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, d'autre part, affiché en mairies de Pont d'Ain, Neuville-sur-Ain, Saint Jean-le-Vieux et Jujurieux pendant une durée minimum de deux mois. Un avis portant notamment mention de cet affichage est inséré aux frais du pétitionnaire dans deux journaux diffusés dans tout le département

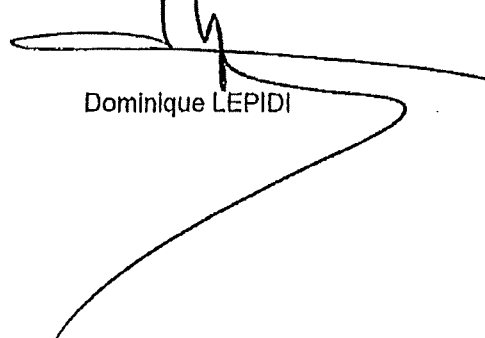
Les périmètres de protection constituant une servitude, cet arrêté est, en application des articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 du code de l'urbanisme, annexé au plan local d'urbanisme des communes de Pont d'Ain, Neuville-sur-Ain, Saint Jean le Vieux et Jujurieux par le biais de la procédure de mise à jour.

Article 16 : En cas de contestation, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LYON dans le délai de 2 mois à compter de sa publication et sa notification.

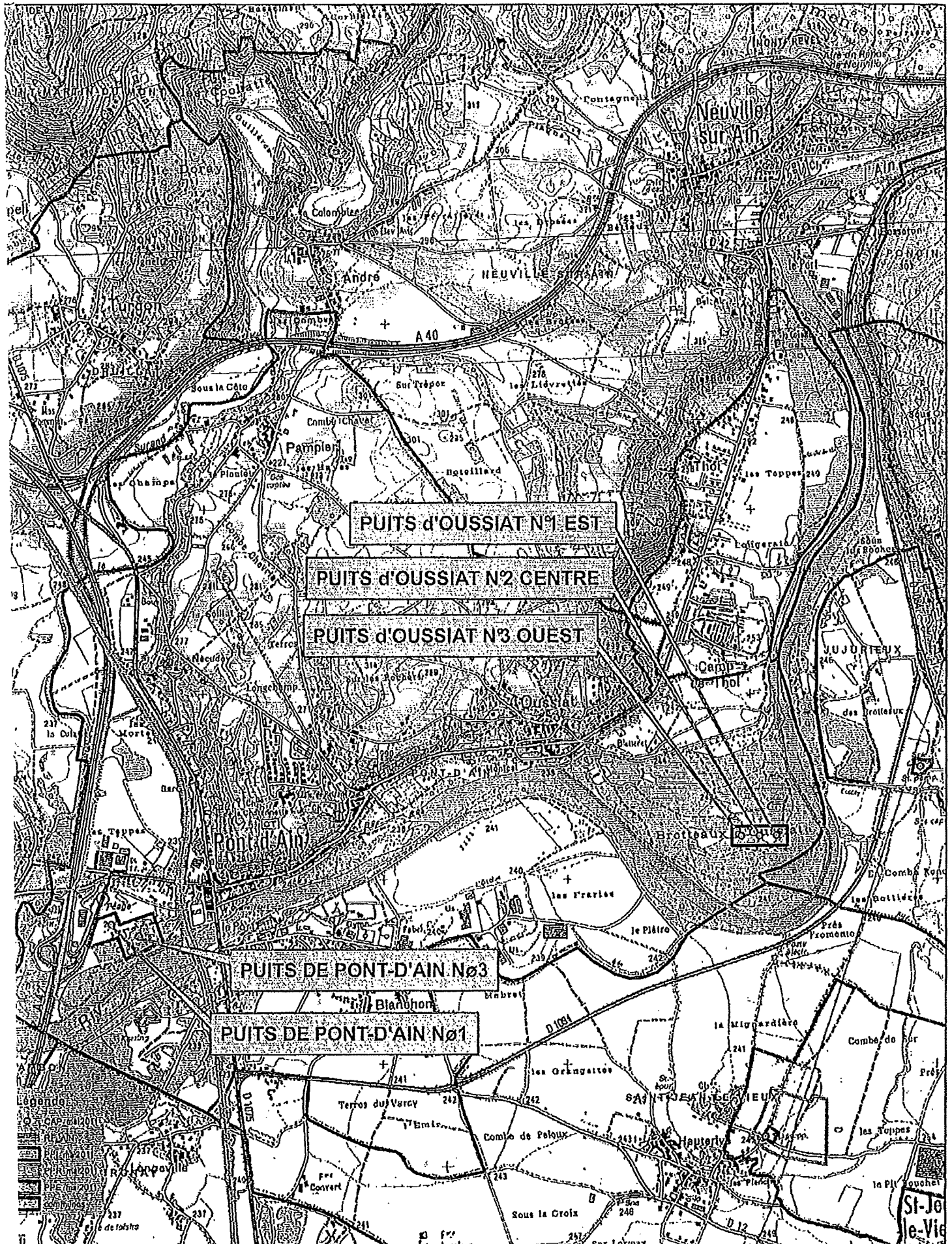
Article 17 : - le secrétaire général de la préfecture,  
- le président du syndicat intercommunal de distribution d'eau Aïn-Veyle-Revermont,  
- les maires de Pont d'Ain, Neuville-sur-Ain, Saint Jean le Vieux et Jujurieux,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera  
publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et copie adressée aux :  
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement à GRENOBLE,  
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – Unité territoriale de  
l'Ain,  
- directeur départemental des territoires,  
- délégué territorial départemental de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes,  
- à la directrice départementale des finances publiques à BOURG-EN-BRESSE,  
- commissaire-enquêteur,  
- cabinet AXIS Conseils à VONNAS.

Fait à BOURG-en-BRESSE, le - 4 JUIN 2012

Le préfet,  
Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général,



Dominique LEPIDI



0,5

1

2 Kilomètres

1:25 000



ARS DT01 - 2011



# Syndicat d'Eau Potable Ain Veyle Revermont



## Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable

### Exercice 2019

Le RPQS (exercice 2019) fait apparaître  
un indice d'avancement de protection des  
ressources en eau de 80% -

#### Bureaux et Siège :

66 Rue du 1<sup>er</sup> Septembre 1944

01160 PONT D'AIN

☎ : 04-74-39-14-51

E-mail : [contact@sieavr.fr](mailto:contact@sieavr.fr)



## ***Table des matières***

1.	Caractérisation technique du service.....	5
1.1.	Présentation du territoire desservi.....	5
1.2.	Mode de gestion du service .....	5
1.3.	Estimation de la population desservie (D101.1).....	5
1.4.	Nombre d'abonnés.....	5
1.5.	Eaux brutes .....	7
1.5.1.	Prélèvement sur les ressources en eau .....	7
1.6.	Eaux traitées.....	7
1.6.1.	Production .....	7
1.6.2.	Volumes vendus au cours de l'exercice .....	8
1.6.3.	Autres volumes.....	8
1.6.4.	Volume consommé autorisé .....	8
1.6.5.	Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2019.....	8
1.7.	Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements).....	8
2.	Tarification de l'eau et recettes du service .....	9
2.1.	Modalités de tarification .....	9
2.2.	Facture d'eau type (D102.0) .....	10
2.3.	Recettes du service.....	12
3.	Indicateurs de performance .....	13
3.1.	Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1).....	13
3.2.	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) .....	13
3.3.	Indicateurs de performance du réseau.....	15
3.3.1.	Rendement du réseau de distribution (P104.3) .....	15
3.3.2.	Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3).....	15
3.3.3.	Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3).....	16
3.3.4.	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) .....	17
3.4.	Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) .....	17
4.	Financement des investissements.....	18
4.1.	Branchements en plomb.....	18
4.2.	Montants financiers.....	18
4.3.	État de la dette du service .....	18
4.4.	Amortissements .....	18
5.	Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau.....	19
5.1.	Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0).....	19
5.2.	Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT) .....	19
6.	Tableau récapitulatif des indicateurs .....	20



## HISTORIQUE DU SYNDICAT

C'est le 1er Décembre 1948 que les Communes de Druillat - Saint Martin du Mont - La Tranclière - Dompierre sur Veyle - Lent et Certines décidaient sous l'égide de Mr JANIN du Génie Rural de créer le Syndicat des Eaux Ain Veyle Revermont.

En 1950 et 1951 deux puits sont réalisés après convention sur du terrain communal de Pont d'Ain.  
(Puits n°1 et 2)

- 1953 - Construction de la bâche de pompage
- 1954 - Construction du bâtiment d'exploitation
  - Mise en place de la canalisation de refoulement vers le réservoir de Druillat
  - Construction d'un réservoir de 1000 m<sup>3</sup> à Druillat
  - Mise en place des premières canalisations de distribution vers Druillat
- 1955 - Réalisation du premier branchement particulier à Druillat
  - Extension du réseau vers les communes de :
    - Dompierre/Veyle - Saint Martin du Mont
    - Lent - Certines
    - La Tranclière
- 1955 - C'est aussi l'adhésion des communes de Saint Paul de Varax - Tossiat et Varambon
- 1956 - Construction de 2 réservoirs de 400 et 300 m<sup>3</sup> à Saint Martin du Mont
  - Affermage à la SDEI
  - Extension du réseau vers Tossiat
  - Mise en service du réseau de distribution
  - Construction du logement du fontainier, logement qui a été transformé en bureaux en 1997
- 1959 - Extension du réseau vers Saint Paul de Varax et Varambon
- 1962 - Adhésion de la commune de Montagnat
- 1964 - Construction d'un réservoir de 350 m<sup>3</sup> à Lent (Abandonné en 1998)
  - Extension du réseau vers Montagnat
- 1970 - Adhésion des communes de Saint Nizier le Désert et Chatenay
- 1987 - Construction du puits n°3 à Pont d'Ain et abandon du puits n°2 (construction du péage autoroutier)
  - Recherche d'une ressource de substitution, le site de Tossiat est retenu
- 1990 - Réalisation d'un puits à Tossiat suite aux conclusions du C.D.H. séance du 27-04-1990  
extrait du procès verbal du 13-06-1990
- 1993 - Début de l'Opération Qualit'Eau
  - Affermage du réseau à notre exploitant actuel (SOGEDO)
  - Construction d'un réservoir de 2000 m<sup>3</sup> et d'une station de reprise à Tossiat
- 1996-1997- Bouclage des secteurs Est et Ouest du Syndicat par la mise en place d'une

canalisation de 200 mm de Tossiat à Lent

- 1998 - Abandon du réservoir de Lent suite au bouclage des secteurs Est-Ouest
- 2000 - Equipement du puits de Tossiat en secours  
- Mise en place d'une clôture réglementaire sur le pourtour du périmètre immédiat des puits de Pont d'Ain  
- Pollution volontaire du puits de La Tranclière. Le site n'est plus utilisable.
- 2001 - Sécurisation des installations (plan vigipirate)  
- Mise en place d'un programme sur 10 ans de suppression des branchements en plomb (suite à l'adhésion de la commune de Pont d'Ain, ce programme a été porté sur 13 ans)  
- Début des travaux pour la suppression des branchements en plomb
- 2002 - Etude des risques - Mise en place d'un plan de secours  
- Etude et mise en place d'un schéma directeur en eau potable
- 2003 - Etude de vulnérabilité des puits de Pont d'Ain et redéfinition des périmètres de protection  
- Travaux d'étanchéité sur le réservoir de Druillat
- 2004 - Adhésion de la commune de Pont d'Ain, le 17 Mai
- 2005 - Décision de lancer une étude complémentaire sur le site d'Oussiat à Pont d'Ain  
- Forage d'un puits sur la commune de La Tranclière reporté
- 2006 - Lancement d'une étude de faisabilité du site d'Oussiat (rapport final présenté en assemblée générale du 18-06-2007)  
- Lancement d'une campagne de prélèvements sur la nappe d'alimentation du site d'Oussiat de Juillet 2006 à Juillet 2007
- 2007 - Décision du comité syndical de lancer la procédure de protection des prochains captages d'Oussiat sur la commune de Pont d'Ain.
- 2007 - Décision de relocaliser la station de pompage aux Brotteaux d'Oussiat nécessitant la construction d'une nouvelle station de pompage, le forage de 3 puits à 18 mètres de profondeur, la pose d'une canalisation de transport de DN 450 mm d'une longueur de 7 kms reliant la nouvelle station d'Oussiat au réservoir tête de réseau situé au Mont Margueron sur la commune de Druillat.  
Coût total du projet = 4 232 181,12 € H.T. y compris les acquisitions foncières.
- 2012 - Mise en service de la nouvelle station de pompage d'Oussiat le 26 Octobre 2012.
- 2019 - Intégration de la commune de Journans



# **1. Caractérisation technique du service**

## **1.1. Présentation du territoire desservi**

- **Nom de la collectivité** : SIE Ain Veyle Revermont

- **Compétences liées au service** :

	Oui	Non
Production	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Traitement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Transfert	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Stockage	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Distribution	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

- **Territoire desservi** (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Certines, Châtenay, Dompierre-sur-Veyle, Druillat, Journans, La Tranchière, Lent, Montagnat, Pont-d'Ain, Saint-Martin-du-Mont, Saint-Nizier-le-Désert, Saint-Paul-de-Varax, Tossiat, Varambon

## **1.2. Mode de gestion du service**

**Le service est exploité en Délégation par Entreprise privée**

Nature du contrat :

- Nom du prestataire : SOGEDO
- Date de début de contrat : 01/04/2016
- **Date de fin de contrat initial** : 31/03/2025

## **1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)**

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Le service public d'eau potable dessert **17 384** habitants au 31/12/2019 (17 186 au 31/12/2018).

## **1.4. Nombre d'abonnés**

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

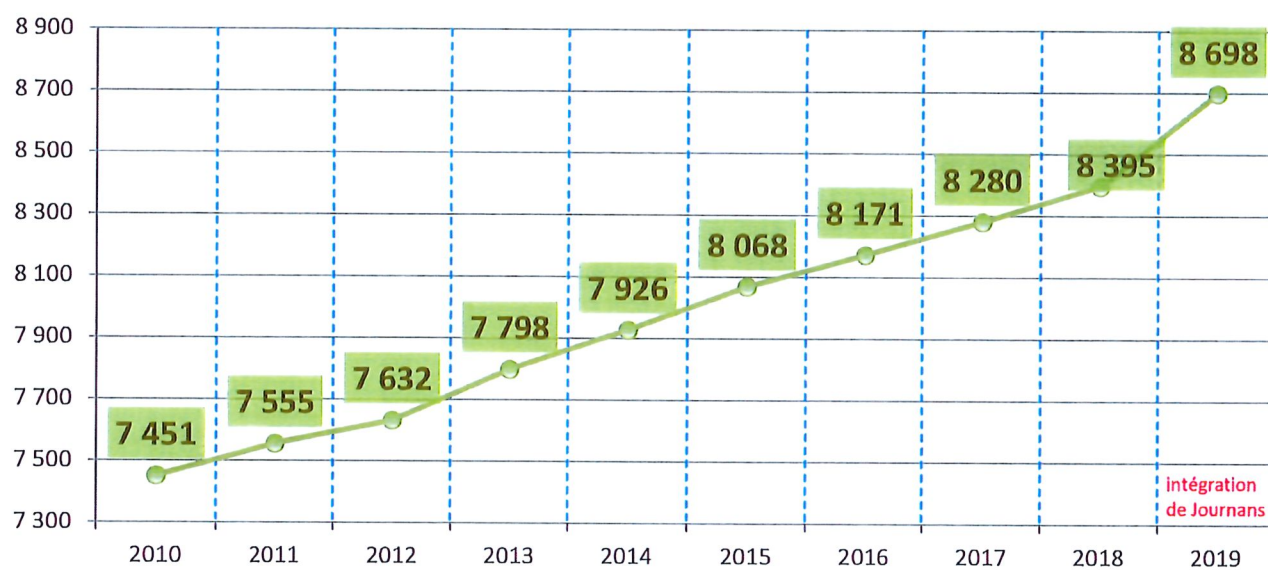
Le service public d'eau potable dessert **8 698** abonnés au 31/12/2019 (8 395 au 31/12/2018).

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 20,86 abonnés/km au 31/12/2019 (20,34 abonnés/km au 31/12/2018).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de 2 habitants/abonné au 31/12/2019 (2,05 habitants/abonné au 31/12/2018).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de 112,51 m<sup>3</sup>/abonné au 31/12/2019. (108,89 m<sup>3</sup>/abonné au 31/12/2018).

## NOMBRE D'ABONNES



## 1.5. Eaux brutes

### 1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 1 329 335 m<sup>3</sup> pour l'exercice 2019 (1 263 511 pour l'exercice 2018).

Ressource et implantation	Volume prélevé durant l'exercice 2018 en m <sup>3</sup>	Volume prélevé durant l'exercice 2019 en m <sup>3</sup>	Variation en %
Puits d'Oussiat	1 263 511	1 329 335	5,2%

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

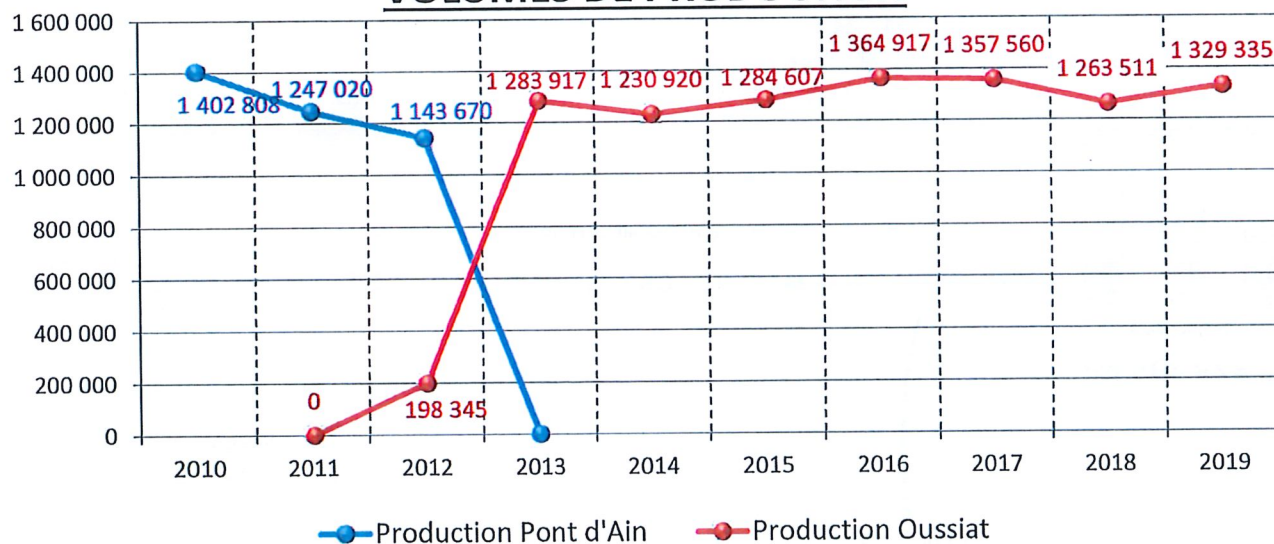
## 1.6. Eaux traitées

### 1.6.1. Production

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2018 en m <sup>3</sup>	Volume produit durant l'exercice 2019 en m <sup>3</sup>	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2019
Total du volume produit (V1)	1 263 511	1 329 335	5,2%	80

### VOLUMES DE PRODUCTION





### 1.6.2. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2018 en m <sup>3</sup>	Volumes vendus durant l'exercice 2019 en m <sup>3</sup>	Variation en %
Total vendu aux abonnés (V7)	914 113	978 652	7,1%
Total vendu à d'autres services (V3)	21 530	0	-100%

Avant l'intégration de la commune de Journans dans le syndicat au 1<sup>er</sup> janvier 2020, le volume nécessaire à l'alimentation en eau de la commune lui était vendu en gros par le syndicat.

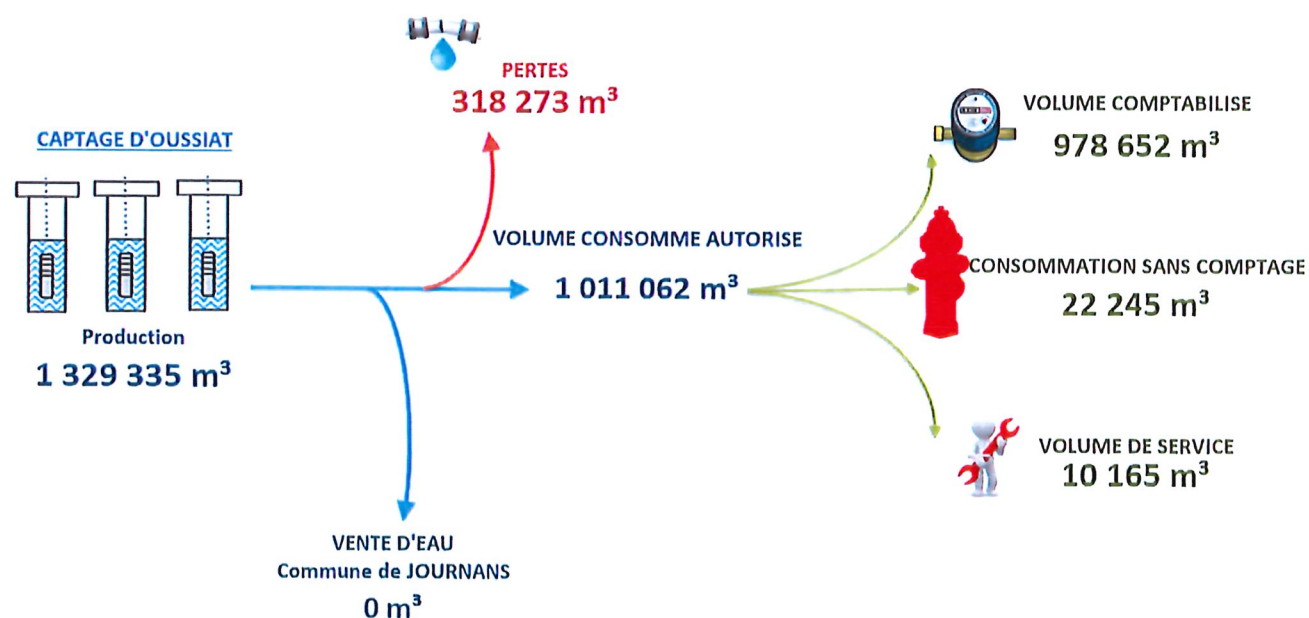
### 1.6.3. Autres volumes

	Exercice 2018 en m <sup>3</sup> /an	Exercice 2019 en m <sup>3</sup> /an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	22 085	22 245	0,7%
Volume de service (V9)	6 745	10 165	50,7%

### 1.6.4. Volume consommé autorisé

	Exercice 2018 en m <sup>3</sup> /an	Exercice 2019 en m <sup>3</sup> /an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	942 943	1 011 062	7,2%

### 1.6.5. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2019



## 1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de **416,95** kilomètres au 31/12/2019 (412,8 au 31/12/2018).

## 2. Tarification de l'eau et recettes du service

### 2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2019 et 01/01/2020 sont les suivants :

Tarifs		Au 01/01/2019	Au 01/01/2020
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement	66 €	66 €
Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> )			
	Prix au m <sup>3</sup>	0,82 €/m <sup>3</sup>	0,82 €/m <sup>3</sup>
Part du délégataire			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement	30,24 €	30,77 €
Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> )			
	Prix au m <sup>3</sup> de 0 à 120 m <sup>3</sup>	0,391 €/m <sup>3</sup>	0,398 €/m <sup>3</sup>
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA <sup>(2)</sup>	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,105 €/m <sup>3</sup>	0,105 €/m <sup>3</sup>
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,27 €/m <sup>3</sup>	0,27 €/m <sup>3</sup>

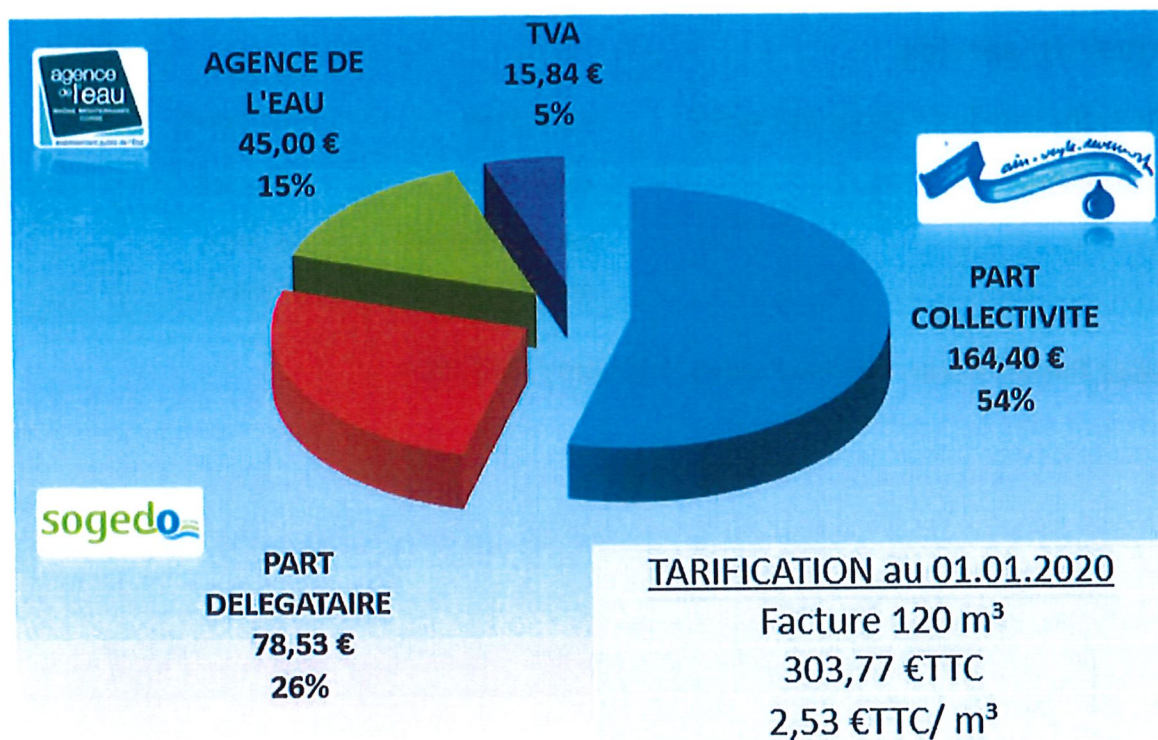


## 2.2.Facture d'eau type (D102.0)

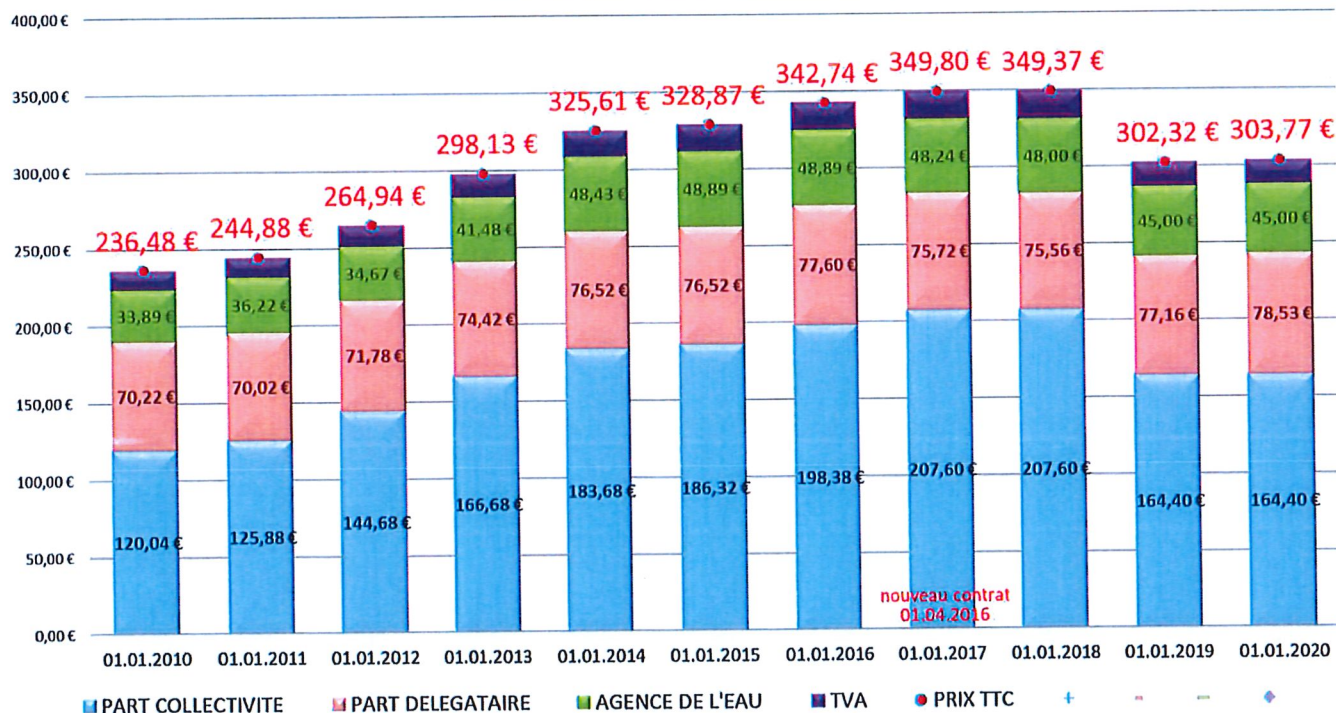
Les tarifs applicables au 01/01/2019 et au 01/01/2020 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m<sup>3</sup>/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2019 en €	Au 01/01/2020 en €	Variation en %
<b>Part de la collectivité</b>			
Part fixe annuelle	66,00	66,00	0%
Part proportionnelle	98,40	98,40	0%
Montant HT de la facture de 120 m <sup>3</sup> revenant à la collectivité	164,40	164,40	0%
<b>Part du délégataire (<i>en cas de délégation de service public</i>)</b>			
Part fixe annuelle	30,24	30,77	1,8%
Part proportionnelle	46,92	47,76	1,8%
Montant HT de la facture de 120 m <sup>3</sup> revenant au délégataire	77,16	78,53	1,8%
<b>Taxes et redevances</b>			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	12,60	12,60	0%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	32,40	32,40	0%
TVA	15,76	15,84	0,5%
Montant des taxes et redevances pour 120 m <sup>3</sup>	60,76	60,84	0,1%
<b>Total</b>	<b>302,32</b>	<b>303,77</b>	<b>0,5%</b>
<b>Prix TTC au m<sup>3</sup></b>	<b>2,52</b>	<b>2,53</b>	<b>0,4%</b>





#### DETAIL DES EVOLUTIONS TARIFAIRES



### 2.3.Recettes du service

<u>Recettes – collectivités (syndicat + agence de l'eau) :</u>	vente d'eau	1 705 588 €
--	-------------	-------------

<u>Recettes de l'exploitant :</u>	vente d'eau	640 238 €
-----------------------------------	-------------	-----------

	travaux exclusifs	95 295 €
--	-------------------	----------

	produits accessoires	44 064 €
--	----------------------	----------

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2019 : 2 345 925 €



### **3. Indicateurs de performance**

#### **3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)**

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2018	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2018	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2019	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2019
Microbiologie	31	0	37	0
Paramètres physico-chimiques	31	0	37	1

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} \times 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m<sup>3</sup>/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2018	Taux de conformité exercice 2019
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	97,3%

#### **3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)**

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

**La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).**

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.



	nombre de points	Valeur	points potentiels
<b>PARTIE A : PLAN DES RESEAUX</b> (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
<b>PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX</b> (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions <sup>(1)</sup>	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		99%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions <sup>(2)</sup>	69%	11
<b>PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX</b> (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux <sup>(3)</sup>	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur <sup>(3)</sup>	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
<b>TOTAL (indicateur P103.2B)</b>	<b>120</b>	<b>-</b>	<b>101</b>

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

### 3.3. Indicateurs de performance du réseau

#### 3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

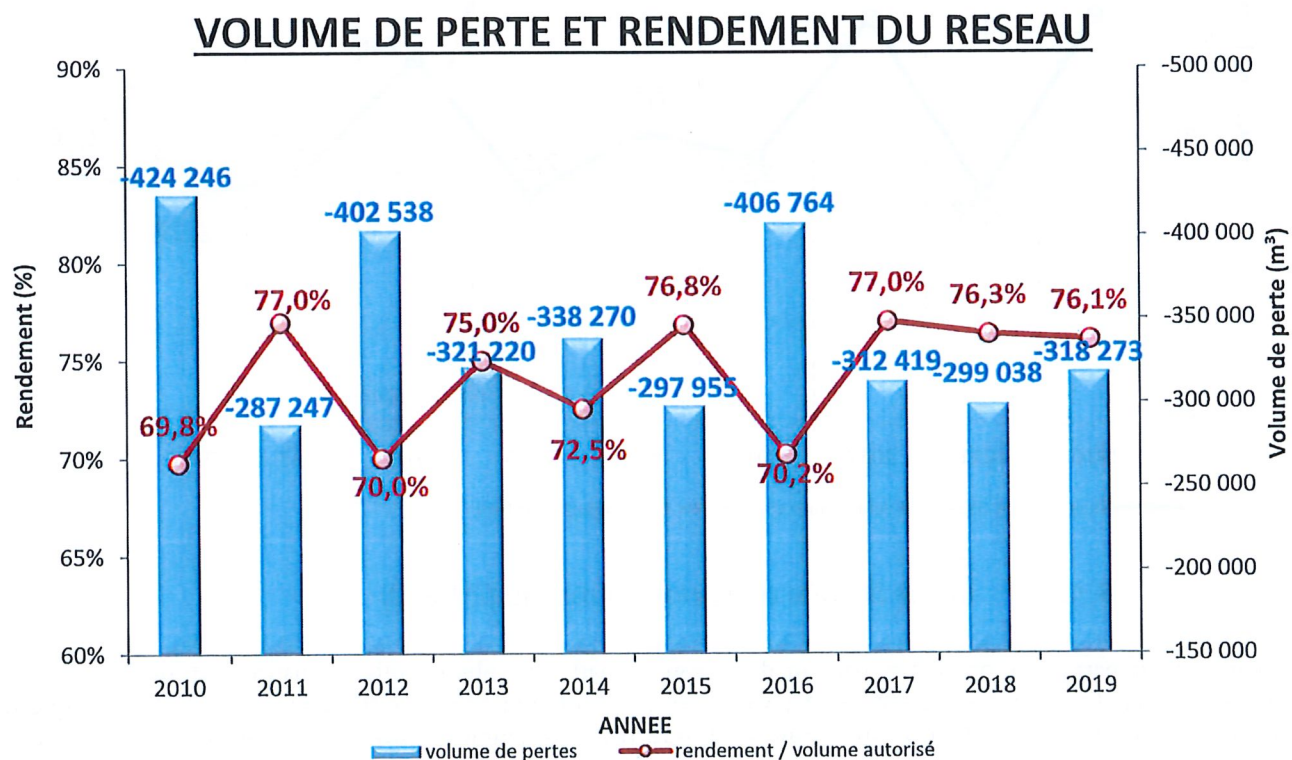
Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2018	Exercice 2019
Rendement du réseau	76,3 %	76,1 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	6,4	6,64



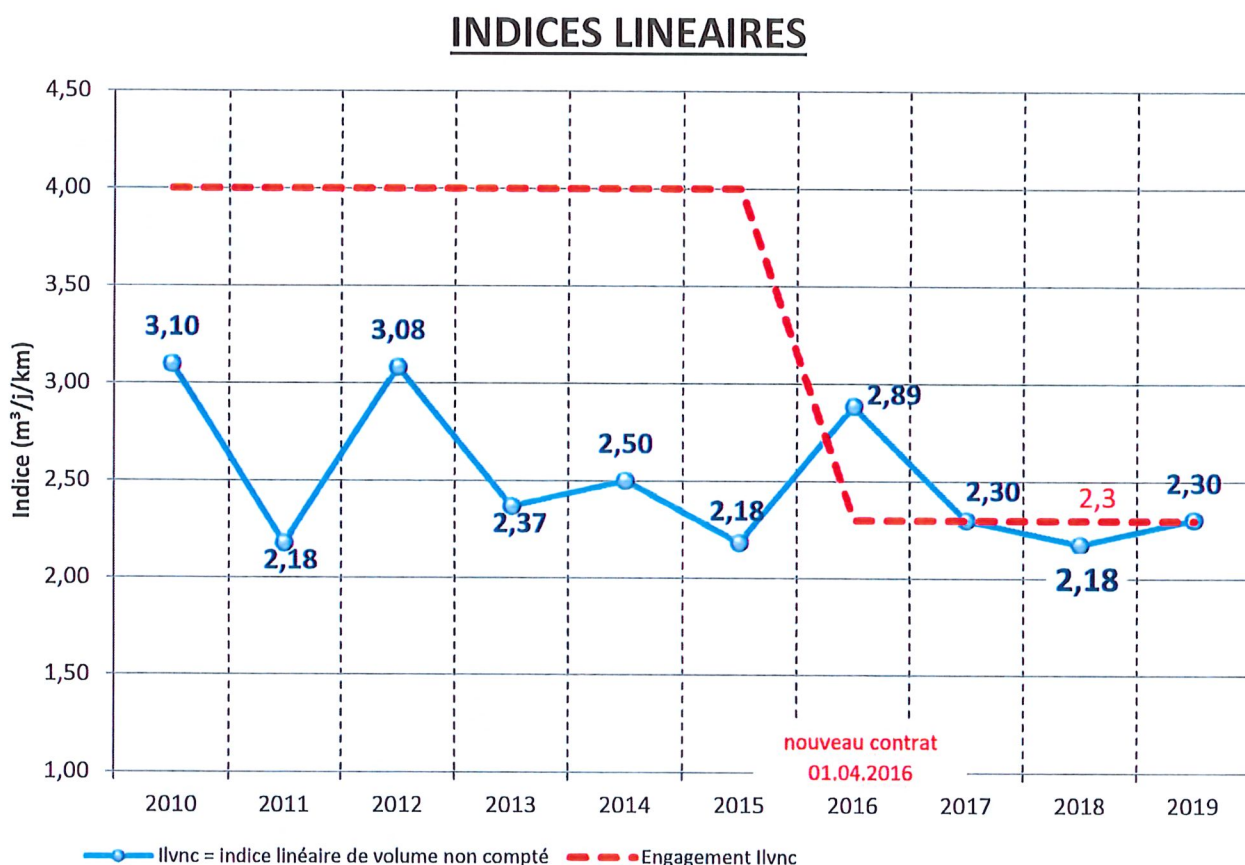
#### 3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)



Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2019, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 2,3 m³/j/km (2,2 en 2018), conforme à l'engagement contractuel du délégataire ( $\leq 2,3$ ).



### 3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2019, l'indice linéaire des pertes est de 2,1 m³/j/km (2 en 2018).

### 3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Exercice	2015	2016	2017	2018	2019
Linéaire renouvelé en km	7,505	4,42	9,85	9,605	9,695

Au cours des 5 dernières années, 41,05 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

Pour l'année 2019, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est de 1,97% (1,65 en 2018).

### 3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

- 0% Aucune action de protection
- 20% Études environnementales et hydrogéologiques en cours
- 40% Avis de l'hydrogéologue rendu
- 50% Dossier déposé en préfecture
- 60% Arrêté préfectoral
- 80% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
- 100% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2019, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 80% (60% en 2018).

## **4. Financement des investissements**

### **4.1. Branchements en plomb**

Les branchements plomb recensés ont été remplacés hormis quelques impossibilités techniques.

### **4.2. Montants financiers**

	<b>Exercice 2018</b>	<b>Exercice 2019</b>
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	1 922 632	1 385 129
Montants des subventions en €	562 762	548 825

### **4.3. État de la dette du service**

L'état de la dette au 31 décembre 2019 fait apparaître les valeurs suivantes :

		<b>Exercice 2018</b>	<b>Exercice 2019</b>
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		1 442 231	1 233 702
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	199 033	208 529
	en intérêts	74 782	66 410

### **4.4. Amortissements**

Pour l'année 2019, la dotation aux amortissements a été de 508 999 €.



## **5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau**

### **5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0)**

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2019, le service a reçu 1 demandes d'abandon de créance.

23 € ont été abandonnés et/ou versés à un fonds de solidarité, soit 0,0000 €/m<sup>3</sup> pour l'année 2019 (0,0001 €/m<sup>3</sup> en 2018).

### **5.2. Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)**

Sans objet.

## 6. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2018	Exercice 2019
<b>Indicateurs descriptifs des services</b>			
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	17 186	17 384
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	2,52	2,53
<b>Indicateurs de performance</b>			
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	97,3%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	81	101
P104.3	Rendement du réseau de distribution	76,3%	76,1%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	2,2	2,3
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	2	2,1
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	1,65%	1,97%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	60%	80%
P109.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité [€/m³]	0,0001	0



À DRUILLAT, le vendredi 14 juin 2019

## ARRETE

### MODIFICATION N° 1 DU PLU

AR-0619-08

Monsieur le Maire,

VU le code de l'urbanisme et en particulier les articles L 153-37 et L 153.41,  
VU la délibération en date du 23 mai 2005 (visa préfectoral du 2 juin 2005)  
prescrivant la révision du précédent document d'urbanisme (POS), approuvé le 8  
mars 1989,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé en date du 17 mars 2014,

VU la délibération référencée Delib-0618-10 en date du 18 juin 2018 par laquelle le  
Conseil Municipal a décidé de lancer une procédure de modification du Plan Local  
d'Urbanisme,

**CONSIDERANT** qu'il est opportun pour la commune de prévoir la modification de  
son Plan Local d'Urbanisme pour permettre :

- la suppression des secteurs Ad pour les intégrer à la zone A ;
- l'évolution des bâtiments à usage d'habitation et des activités autres  
qu'agricole en zone agricole et notamment le repérage de bâtiment pouvant faire  
l'objet de changement de destination ;
- l'évolution du règlement et notamment celui de la zone agricole (A), mais  
aussi les articles 7 « implantation par rapport aux limites séparatives », 11 « aspect de  
constructions » de certaines zones urbaines ou encore les règles concernant les  
stationnements.

**CONSIDERANT** que ces adaptations relèvent du champ d'application de la  
procédure de modification dans la mesure où elles n'auront pas pour conséquence  
(article L 153-36, L 153-41 du Code de l'Urbanisme) :

- de changer les orientations définies dans le projet d'aménagement et de  
développement durable,
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et  
forestière,
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la  
qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à  
induire de graves risques de nuisances.

**CONSIDERANT** que le dossier de modification n° 1 sera notifié aux personnes  
publiques associées mentionnées à l'article L 132-7 et L 132-9 du code de  
l'urbanisme ;

**CONSIDERANT** que le dossier de modification n° 1 sera soumis à l'enquête publique pendant un mois et que les observations du public seront enregistrées et conservées en mairie ;

Accusé de réception en préfecture  
001-210101515-20190614-AR-0619-08-AR  
Bureau de l'urbanisme  
Date de réception : 14/06/2019  
Date de réception préfecture : 14/06/2019

## **ARRETE**

### **Article 1**

En application des dispositions des articles L 153-37 et L 153.41 du code de l'urbanisme, une procédure de modification du plan local d'urbanisme est engagée.

### **Article 2**

Le projet de modification porte sur :

- La suppression des secteurs Ad pour les intégrer à la zone A,
- L'évolution des bâtiments à usage d'habitation et d'activités non agricoles en zone agricole,
- Des évolutions diverses du règlement.

### **Article 3**

Le dossier sera transmis pour avis à Monsieur le Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme, en application de l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme.

### **Article 4**

Une copie du présent arrêté sera adressée à M. le Préfet.  
Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Fait à DRUILLAT, le vendredi 14 juin 2019

Le Maire,

Jean-Luc EMIN.



**Objet** Texte**De** Michel Meyer <michel.c.meyer@gmail.com>**À** Mairie Druillat <accueil@mairiedruillat.fr>**Date** 2020-10-20 13:40

Rebonjour,

Voici ce que je propose

Le pourcentage de prélèvement de la ressource en eau du syndicat Ain Veyle Revermont est en moyenne annuelle de l'ordre de 30%, et il ne dépasse jamais 50% en période de pointe estivale (information communiquée par M. Raby, président du syndicat AVR).

Michel Meyer

Sent from my iPad

